

*Le budget*

ne partage pas le fardeau des compressions équitables.

Nous avons le droit de croire à la détente par suite de la réduction des tensions en Europe de l'Est. Même les États-Unis et d'autres pays de l'OTAN, nos alliés, examinent les possibilités qu'offre cette situation de détente pour réorienter leur économie et réduire les dépenses excessives. Après tout, la défense de l'OTAN coûte 957 milliards de dollars par an. Un petit pourcentage de cette dépense suffirait pour éliminer la pauvreté au Canada cette année. Un petit pourcentage de cette dépense pourrait servir à éliminer certaines des maladies les plus graves qui coûtent la vie à des milliers d'enfants chaque jour; ceux-ci meurent de la faim et de maladies comme la dysenterie qui sont dues à la mauvaise qualité de la nourriture et de l'eau ou à une pénurie de celles-ci.

Notre ministère de la Défense pourrait absorber un très petit pourcentage des compressions de cette somme de 957 milliards, et on pourrait le réaffecter à d'autres programmes pour venir en aide aux enfants, pour éliminer la pauvreté, pour offrir les services dont ma collègue de New Westminster—Coquitlam parlait. Nous aurions pu rendre un grand service au peuple canadien en profitant de la détente de cette année sans pour autant miner l'efficacité de nos forces armées, dont les fonctions devaient inclure la protection de la souveraineté canadienne, le nettoyage de notre environnement et le maintien de la paix dans le monde entier à la demande des Nations Unies. Grâce à cet investissement dans notre défense, nous pourrions nous aussi bénéficier de la paix internationale en réactivant les programmes sociaux.

Une des façons de réduire le déficit est d'augmenter les impôts de ceux qui ont été épargnés jusqu'ici. La deuxième façon est de profiter de cette détente et de supprimer certains programmes dont nous n'avons plus besoin à la suite des changements survenus dans le monde. Le troisième moyen, dont le ministre des Finances aurait pu se prévaloir, était de réduire graduellement les taux d'intérêt canadiens. Tous les députés reconnaissent que ces taux sont beaucoup trop élevés, qu'ils suffoquent notre économie et empêchent les gens à revenu modeste d'acheter une maison. Nous avons donc un grave problè-

me de développement économique ici même au pays. Il faut réduire les taux d'intérêt.

Il me semble que, dans les semaines qui ont précédé la présentation du budget, le ministre des Finances, le premier ministre et le gouvernement conservateur ont voulu escroquer le pays. Je vais vous dire ce qui s'est passé. Je pense que le gouvernement a fait circuler des rumeurs et pris certaines mesures pour faire croire aux Canadiens que le fardeau de la réduction du déficit serait distribué également entre tous les secteurs de l'économie et de la société canadiennes. Ce n'est pas du tout ce que prévoit ce budget.

Permettez-moi de vous dire en quoi consistait l'escroquerie, monsieur le Président. D'abord, il y a eu les articles bidon. Vous vous rappellerez la série qu'ont publiée le *Globe and Mail* et d'autres journaux, les entrevues d'officiers canadiens de la base de Lahr, d'étudiants de collèges militaires et d'écoles d'officiers, de membres du personnel en général qui s'inquiétaient de ce qui allait advenir des Forces armées canadiennes et de la façon dont elles allaient pouvoir jouer leur rôle, compte tenu de toutes les compressions budgétaires qu'on leur avait déjà imposées. Cela laissait entendre et a effectivement donné l'impression aux Canadiens que les militaires allaient participer à la réduction du déficit. Tel ne fut pas le cas.

L'autre article bidon racontait que des représentants de l'Association des manufacturiers canadiens et du Conseil canadien des chefs d'entreprises avaient affirmé dans des assemblées publiques que le secteur privé devait effectivement assumer sa part du fardeau de la réduction du déficit. Des éditorialistes sont même allés jusqu'à parler d'abnégation de la part du Conseil canadien des chefs d'entreprises—ç'aurait bien été la première fois qu'il affichait une telle attitude—et de l'Association des manufacturiers canadiens. En fait, rien n'était moins vrai. Tout ce que disaient les représentants de ces deux groupes, c'était que les subventions aux entreprises devaient être supprimées ou transformées en prêts remboursables.

Ce ne sont pas les subventions aux petites entreprises—les entreprises de fabrication les plus novatrices et les plus créatrices d'emplois—qui drainent le plus gros de nos ressources et de celles des contribuables. Ce qui draine le plus les ressources du Canada, ce sont les